

Questionnaire adressé aux candidats aux élections législatives de juin 2017 par Attac 87

La largeur des colonnes est proportionnée aux réponses fournies par les candidats et non à une quelconque collusion avec le candidat

Candidats dans l'ordre d'arrivée des réponses	Pierre ALLARD – PCF-ADS (2 ^{ème} circonscription)	Hubert HURARD France Insoumise (2 ^{ème} circonscription)	Martin FORST – Divers Gauche (1 ^{ère} circonscription)	Suraj SUKHDEO – UPR (1 ^{ère} circonscription)	Pierre-Edouard Pialat - France Insoumise (3 ^{ème} circonscription)	Francis DAULIAC – PCF-ADS (1 ^{ère} circonscription)
au sujet de la politique financière et budgétaire : <i>Proposerez-vous l'application de la loi sur la Taxation des Transactions Financières sans attendre d'autres Etats européens et à un taux décourageant la spéculation financière ?</i>	Oui	Oui	Non Je suis pour une taxation réelle des transactions financières internationales, mais l'instaurer dans un seul état est illusoire et aurait comme seul résultat le transfert de ces transactions. Il faut convaincre l'ensemble des états de l'UE de mettre en œuvre un tel système - ce sera sans doute plus facile après le retrait du Royaume-Uni	Oui : inclus dans notre programme de l'UPR (via sortie de l'Union Européenne)	Oui car dans notre programme, nous proposons de réaliser les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> · Mettre en place la taxation différentielle permettant de soumettre chaque citoyen français aux impôts français quel que soit son pays de résidence. · Obliger les entreprises à déclarer leurs résultats pays par pays et taxer les bénéficiaires des entreprises là où ils sont réalisés. · Interdire aux banques françaises toute activité dans les paradis fiscaux en retirant les licences bancaires des établissements récalcitrants. · Agir contre l'évasion fiscale au niveau international, notamment en organisant le blocus des paradis fiscaux · Renforcer les moyens humains et techniques de l'administration fiscale et des douanes dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales 	Oui
<i>Proposerez-vous une refonte du système fiscal afin de doter l'Etat de vraies ressources financières lui évitant au maximum le recours à des emprunts ?</i>	Oui, Bien sûr	Oui	Oui et Non : Je pense que le système fiscal actuel en France taxe trop le travail et l'outil de production, les renchérissant et rendant les produits et services français moins compétitifs, alors que les transactions financières et immobilières (hormis la résidence principale ou l'outil de travail avéré) le sont trop peu. Vu mon positionnement dans cette campagne, je ne me considère cependant pas légitime pour proposer une telle loi. Soutenir une proposition déposée par un député plus compétent sur la question, oui	Oui : inclus dans notre programme de l'UPR (via sortie de l'UE)	Oui car : Nous proposons de réaliser les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> · Refonder l'imposition sur les revenus grâce à un impôt citoyen garantissant les recettes de l'État et celles de la Sécurité sociale et en conservant leur affectation distincte · Imposer les revenus du capital comme ceux du travail par une assiette large et unifiée. · Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches contre 5 aujourd'hui : tout le monde doit payer et chacun selon ses moyens réels. · Instaurer un revenu maximum autorisé : 100 % d'impôt pour la tranche au dessus de 20 fois le revenu médian, soit 400 000 euros de revenus annuels (33 000 euros par mois). · Mettre fin au quotient conjugal, système patriarcal favorisant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes. · Remplacer l'injuste quotient familial fiscal actuel par un crédit d'impôt par enfant. · Évaluer chacune des niches fiscales et supprimer les niches injustes, inefficaces socialement ou nuisibles écologiquement. · Refonder l'impôt sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes, instaurer un barème progressif et favoriser l'investissement plutôt que la distribution de dividendes. · Renforcer l'ISF. · Augmenter les droits de succession sur les gros patrimoines et créer un héritage maximum pour les fortunes les plus importantes (égal au patrimoine des 0,01 % les plus riches, soit 33 millions d'euros en 2012). · Réduire la TVA sur les produits de première nécessité, revenir sur les hausses récentes et réinstaurer une <i>TVA grand luxe</i> pour financer ces baisses. 	Oui

Candidats dans l'ordre d'arrivée des réponses	Pierre ALLARD – PCF-ADS (2 ^{ème} circonscription)	Hubert HURARD France Insoumise (2 ^{ème} circonscription)	Martin FORST – Divers Gauche (1 ^{ère} circonscription)	Suraj SUKHDEO – UPR (1 ^{ère} circonscription)	Pierre-Edouard Pialat - France Insoumise (3 ^{ème} circonscription)	Francis DAULIAC – PCF-ADS (1 ^{ère} circonscription)
<i>Proposerez-vous une loi pour revenir sur les cadeaux et exonérations fiscales faites aux entreprises sans contrepartie en matière d'emploi et de pérennité des entreprises ?</i>	Oui, avec joie	Oui	Oui : Certaines exonérations permettent justement de lutter contre le manque de compétitivité de l'économie française. Mais elles ne font que tempérer une situation qui est fondamentalement lésée en défaveur des activités de production. Une réforme de la fiscalité générale devrait contribuer à rendre ces exonérations, par définition des pis-aller qui engendrent des négociations et des équilibres instables, précaires et peu satisfaisants, moins utiles. Cependant, j'exprime les mêmes réserves que ci-dessus par rapport à ma compétence et légitimité à proposer une telle loi.	Oui : Nous attendons encore le million d'emploi proposés par M. Gattaz ...	Oui car: Nous proposons de réaliser les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> · Interdire les licenciements boursiers. · Interdire le versement de dividendes dans les entreprises ayant recours à des licenciements économiques. · Accorder un droit de veto suspensif aux comités d'entreprise sur les plans de licenciements, réformer les tribunaux de commerce et les procédures de redressement et liquidation d'entreprise pour donner plus de pouvoirs aux salariés et à leurs représentants, refondre la procédure judiciaire de contestation des licenciements économiques pour qu'ils ne puissent être effectifs avant épuisement des recours · Refonder le recours à la rupture conventionnelle pour empêcher les licenciements déguisés · Garantir et renforcer les pouvoirs de l'Inspection du travail et des instances représentatives de salariés, doubler les effectifs de l'Inspection du travail pour lui permettre d'être plus efficace dans la protection de l'emploi et des salariés, dans la lutte contre la souffrance au travail et dans l'assistance juridique aux PME 	Oui
<i>Proposerez-vous une pleine application de la loi de refonte du système bancaire imposant la séparation des activités d'épargne et d'investissement et interdisant aux banques de conserver des filiales dans les paradis fiscaux ?</i>	Oui	Oui	Oui : Au vu des travers des derniers années, notamment depuis la fin de la séparation de ces deux activités bancaires, une telle proposition serait prudente.	Oui : inclus dans notre programme de l'UPR	Oui car: Nous proposons de réaliser les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> · Séparer les banques d'affaires et de détail. · Contrôler les mouvements de capitaux. · Instaurer une taxe réelle sur les transactions financières. · Interdire les ventes de gré à gré et la titrisation, plafonner les effets de levier et les rendements actionnariaux exorbitants. · Identifier et interdire les produits dérivés toxiques et inutiles au financement ou à la couverture des flux économiques réels. · Engager les procédures de recouvrement des 2,2 milliards d'euros d'argent public accordés sans preuve à la Société générale suite à l'affaire Kerviel, évaluer les actes comparables et poursuivre les coupables de ces abus. 	Oui

Candidats dans l'ordre d'arrivée des réponses	Pierre ALLARD – PCF-ADS (2 ^{ème} circonscription)	Hubert HURARD France Insoumise (2 ^{ème} circonscription)	Martin FORST – Divers Gauche (1 ^{ère} circonscription)	Suraj SUKHDEO – UPR (1 ^{ère} circonscription)	Pierre-Edouard Pialat - France Insoumise (3 ^{ème} circonscription)	Francis DAULIAC – PCF-ADS (1 ^{ère} circonscription)
au sujet des biens communs (l'air, l'eau, la biodiversité, les terres arables,...) : Proposez-vous une loi pour réglementer l'industrialisation de l'agriculture et pour favoriser les modes de culture respectueux de l'environnement par rapport aux cultures dites "conventionnelles" qui tendent à le dégrader ?	Oui	Oui	Oui : L'agriculture productiviste a certes permis de nourrir la population européenne, mais à quel prix? Je serai donc favorable à une proposition de loi favorisant assez rapidement le développement de modes de culture respectueux de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la santé des consommateurs. Il convient de rappeler que ces modes de culture représentent aujourd'hui à peine 5% de la production agricole en France, tout changement demandera du temps.	Oui : inclus dans notre programme de l'UPR	Oui car: Nous proposons de réaliser les mesures suivantes : · relever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer ni produire plus que ce qu'elle peut supporter · Adopter une loi-cadre instaurant une planification écologique, démocratique et articulant les niveaux national et local. · Créer une fonction de délégués départementaux à l'écologie chargés d'alerter sur les dysfonctionnements, sur le modèle des délégués départementaux de l'Éducation nationale.	Oui
Proposez-vous une loi pour interdire l'utilisation d'intrant chimique nuisible pour la santé dans l'agriculture ?	Oui	Oui	Oui Je soutiendrai toute proposition dans ce sens	Oui : inclus dans notre programme de l'UPR	Oui car: Nous proposons de réaliser les mesures suivantes : · Refuser la brevetabilité du vivant à tous les niveaux, lutter contre la biopiraterie. · Refuser les OGM, bannir les pesticides nuisibles en commençant par une interdiction immédiate des plus dangereux (glyphosate, néonicotinoïdes, etc.). · Gérer durablement l'eau, bien commun essentiel à toute forme de vie : lancer des programmes de dépollution des cours d'eau et océans, favoriser la création de régies publiques de l'eau au niveau local pour une gestion démocratique. · Sanctuariser le foncier agricole et naturel et lutter contre l'artificialisation des sols. · Généraliser les fermes pédagogiques pour la sensibilisation à l'enjeu écologique et l'éveil à la Nature. · Éradiquer la maltraitance envers les animaux.	Oui

Candidats dans l'ordre d'arrivée des réponses	Pierre ALLARD – PCF-ADS (2 ^{ème} circonscription)	Hubert HURARD France Insoumise (2 ^{ème} circonscription)	Martin FORST – Divers Gauche (1 ^{ère} circonscription)	Suraj SUKHDEO – UPR (1 ^{ère} circonscription)	Pierre-Edouard Pialat - France Insoumise (3 ^{ème} circonscription)	Francis DAULIAC – PCF-ADS (1 ^{ère} circonscription)
Proposerez-vous une loi instaurant un service public de l'Eau sur tout le territoire avec une gestion locale démocratique prenant en compte les enjeux écologiques, avec une tarification progressive incluant la gratuité des premiers mètres cubes et l'abandon de la part fixe ?	Oui	Oui	Plutôt Oui : Je ne suis pas convaincu de la possibilité d'une bascule rapide par simple législation. Cependant, je rappelle que lorsque j'étais élu à la ville de Limoges, j'ai soutenu le principe d'une gestion publique de l'eau ainsi que celui d'un 'prix social' qui s'exprime par l'absence de part fixe. Ces positions, j'ai eu à les représenter dans le cadre de notre partenariat avec la commune de Pabré au Burkina Faso qui mettait en place un service d'adduction d'eau municipale ainsi qu'au forum mondial de l'eau à Marseille en 2012. Je ne suis, par contre, pas favorable à la gratuité, la tarification permettant une prise de conscience de la valeur de l'eau ainsi qu'une responsabilisation de l'utilisateur.	Oui : Comme à Besançon : 3 mètres cube d'eau potable gratuits pour les habitants	Oui car nous prévoyons de gérer durablement l'eau, bien commun essentiel à toute forme de vie : lancer des programmes de dépollution des cours d'eau et océans, favoriser la création de régies publiques de l'eau au niveau local pour une gestion démocratique	Oui

Candidats dans l'ordre d'arrivée des réponses	Pierre ALLARD – PCF-ADS (2 ^{ème} circonscription)	Hubert HURARD France Insoumise (2 ^{ème} circonscription)	Martin FORST – Divers Gauche (1 ^{ère} circonscription)	Suraj SUKHDEO – UPR (1 ^{ère} circonscription)	Pierre-Edouard Pialat - France Insoumise (3 ^{ème} circonscription)	Francis DAULIAC – PCF-ADS (1 ^{ère} circonscription)
au sujet des traités de libre-échange : <i>Proposez-vous un arrêt de l'application des traités de libre-échange (type CETA) dans leur philosophie de moins-disant social, environnemental et économique ?</i>	Oui	Oui	Non : Le protectionnisme n'est pas une solution aux enjeux de développement. Que les traités actuels ou 'en discussion' comme le CETA ou TAFTA soient trop axés sur du moins disant environnemental et social est effectivement un souci. C'est aux états d'exiger de la part des négociateurs européens plus de vigilance sur ces aspects. Malheureusement, dans la plupart des états européens les gouvernements démocratiquement élus ne semblent pas être particulièrement interpellés par cette question. Elu, je soutiendrai les initiatives visant à amender ces traités pour mieux protéger l'environnement et l'emploi dans les pays à main d'œuvre qualifiée et bénéficiant d'une protection sociale sérieuse.	Oui : inclus dans notre programme de l'UPR	Oui car nous refusons les traités de libre-échange : le traité trans-atlantique TAFTA entre l'UE et les États-Unis, CETA avec le Canada et le traité TISA de libéralisation des services	Oui
au sujet des grands projets d'infrastructure : <i>Proposez-vous une loi instaurant un réel débat démocratique sur l'implantation des grands projets, avec une vraie prise en compte des implications sociales, environnementales et économiques ?</i>	Oui : Tout à fait d'accord pour une telle loi dans la mesure où les débats publics le soient réellement, les référendums locaux de véritables outils institutionnels et démocratiques	Oui	Plutôt Oui : Certains grands projets d'infrastructure relèvent de l'intérêt collectif ou national et doivent donc pouvoir être mis en œuvre, même si certains intérêts individuels sont ainsi mis à mal. Néanmoins, le système actuel trop technocratique et contrôlé par les autorités en place, ne permet pas de protéger suffisamment des intérêts collectifs contre ce qui revient à des faits du prince. Notre Dame des Landes me paraît un assez bon exemple des travers actuels.	Oui : inclus dans notre programme de l'UPR	Oui car le peuple est systématiquement tenu à l'écart des décisions. Tout au plus a-t-il le droit de voter une fois tous les cinq ans sans possibilité d'intervenir ensuite. Il est temps de faire confiance aux citoyens et de permettre le débat et l'expression de la souveraineté populaire en toutes circonstances. Nous proposons de réaliser les mesures suivantes : · Fixer le droit de vote à 16 ans, instaurer le vote obligatoire et la reconnaissance du vote blanc comme suffrage exprimé et généraliser la représentation proportionnelle. · Créer un droit de révoquer un élu en cours de mandat, par référendum, sur demande d'une partie du corps électoral. · Instaurer le référendum d'initiative citoyenne et le droit des citoyens de proposer une loi. · Rendre obligatoire le recours au référendum pour réviser la Constitution ou ratifier tout nouveau traité européen et garantir le respect de la décision populaire.	Oui

Candidats dans l'ordre d'arrivée des réponses	Pierre ALLARD – PCF-ADS (2 ^{ème} circonscription)	Hubert HURARD France Insoumise (2 ^{ème} circonscription)	Martin FORST – Divers Gauche (1 ^{ère} circonscription)	Suraj SUKHDEO – UPR (1 ^{ère} circonscription)	Pierre-Edouard Pialat - France Insoumise (3 ^{ème} circonscription)	Francis DAULIAC – PCF-ADS (1 ^{ère} circonscription)
<p>au sujet de la transition énergétique : <i>Proposerez-vous une loi laissant la liberté aux communes et aux usagers de refuser l'installation de compteurs communicants (Linky, Gazpar, Aquarius) ?</i></p>	<p>Je ne me prononce pas sur ce sujet Je ne vois pas l'enjeu, ou alors je le perçois trop bien. Il me semble d'ailleurs qu'à l'heure actuelle une commune peut s'engager dans une non installation. Les particuliers également peuvent ne pas accepter les compteurs communicants. Mais c'est après que le bras de fer avec les distributeurs d'énergie commencent</p>	<p>Oui</p>	<p>Oui : Ces compteurs, qui permettent sans doute aux utilisateurs de mieux gérer leurs consommations, sont constitutifs d'une société de contrôle des citoyens par l'Etat ou des sociétés privées. Je suis franchement opposé à toute obligation en la matière.</p>	<p>Oui : inclus dans notre programme de l'UPR</p>	<p>Sans opinion car il nous faut instaurer le référendum d'initiative citoyenne, les gens décideraient ou non une loi à ce sujet.</p>	<p>Oui</p>

Candidats dans l'ordre d'arrivée des réponses	Pierre ALLARD – PCF-ADS (2 ^{ème} circonscription)	Hubert HURARD France Insoumise (2 ^{ème} circonscription)	Martin FORST – Divers Gauche (1 ^{ère} circonscription)	Suraj SUKHDEO – UPR (1 ^{ère} circonscription)	Pierre-Edouard Pialat - France Insoumise (3 ^{ème} circonscription)	Francis DAULIAC – PCF-ADS (1 ^{ère} circonscription)
<p>au sujet de la moralisation de la vie politique : Proposez-vous une interdiction complète du cumul des mandats et une limitation temporelle à 2 mêmes mandats consécutifs?</p>	<p>J'éprouve une vraie difficulté sur le terme moralisation, car il s'agit d'une norme à géométrie variable, qui bizarrement est évoqué par la droite dure. Je suis pour ma part favorable à un véritable statut de l'élu qui permette notamment aux salariés, aux femmes, aux jeunes de pouvoir exercer un mandat d'élu. La morale et le droit sont deux dimensions bien différentes. Je préférerais travailler sur la notion de respect du non cumul d'activité et de mandats.</p>	<p>Oui, J'y suis très favorable</p>	<p>Oui et non : Je suis favorable à une interdiction du cumul de mandats - je serais curieux de connaître la position de certains de mes concurrents qui ont été élus en jurant leurs grands dieux qu'ils se consacraient exclusivement et avec tout leur coeur à leur mandat municipal et qui, depuis, courent les élections comme les lotos des écoles: départementales, régionales, législatives... Par contre, je ne suis pas convaincu qu'une limitation à deux mandats successifs soit pertinente. Plutôt trois si il faut une limite! Il me semble cependant que si la vie politique devait s'ouvrir réellement à des non professionnels, qu'une vraie réflexion sur le statut de l'élu devrait s'engager et... aboutir.</p>	<p>Oui : inclus dans notre programme de l'UPR</p>	<p>Oui, nous voulons rendre effectif le principe du non-cumul des mandats, y compris dans le temps et abroger la loi NOTRe : contre les nouvelles féodalités et l'éloignement du pouvoir des citoyens, refonder l'organisation territoriale de la République et défendre les libertés communales</p>	<p>Oui</p>

Candidats dans l'ordre d'arrivée des réponses	Pierre ALLARD – PCF-ADS (2 ^{ème} circonscription)	Hubert HURARD France Insoumise (2 ^{ème} circonscription)	Martin FORST – Divers Gauche (1 ^{ère} circonscription)	Suraj SUKHDEO – UPR (1 ^{ère} circonscription)	Pierre-Edouard Pialat - France Insoumise (3 ^{ème} circonscription)	Francis DAULIAC – PCF-ADS (1 ^{ère} circonscription)
Proposerez-vous une réduction significative (quel taux ?) des indemnités perçues par les députés et les sénateurs pour participer à l'effort national ?	Oui, si les grandes fortunes, les sociétés financières spéculatives les agioteurs de tout poil sont soumis à la même diminution équivalente de revenus. C'est une mesure populiste si elle n'est pas accompagnée d'une véritable politique fiscale. Pourquoi ne parle-t-on jamais de moralisation des hauts revenus. Quelle décence y-a-t-il à percevoir plusieurs milliers de SMIC par mois ?...	OUI	Non : Je trouve cette proposition franchement démagogique. Participer à l'effort national, ce n'est pas crédible au vu des montants concernés et des gisements de recettes fiscales largement non touchés ailleurs. De plus, quand le moindre cadre sup d'une grande entreprises peut toucher jusqu'à 10 000 euros par mois, je ne trouve pas que l'indemnité du député soit scandaleuse. Je suis par contre peu favorable aux différentes enveloppes dont ils bénéficient et gèrent à leur discrétion.	Oui : inclus dans notre programme de l'UPR (suppression de 4209 postes d'élus)	Oui la démocratie française est malade des privilèges, de l'argent-roi et de la collusion entre politique et finance. Une caste de privilégiés, coupée des réalités de la vie du peuple, a confisqué le pouvoir. Cela doit cesser: la vertu doit être au centre de l'action politique. Nous proposons de réaliser les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> · Rendre inéligible à vie toute personne condamnée pour corruption · Supprimer le monopole du déclenchement de poursuites judiciaires par l'administration fiscale en cas de fraude : la justice doit pouvoir enquêter librement et de sa propre initiative, même contre l'avis du ministre · Combattre la pollution du débat parlementaire par les lobbies, interdire l'entrée des lobbyistes dans l'enceinte du Parlement et les cadeaux faits aux parlementaires · Mettre fin au pantouflage : tout haut fonctionnaire souhaitant travailler dans le privé devra démissionner de la fonction publique et rembourser le prix de sa formation s'il n'a pas servi au moins dix ans, supprimer le concours externe de l'ENA pour toute personne n'ayant jamais travaillé, durcir les règles contre les conflits d'intérêts, allonger les périodes d'interdiction d'exercer une fonction privée après avoir exercé une activité publique dans le même secteur · Appliquer les recommandations d'Anticor et de Transparency International visant à empêcher la corruption et à rapprocher les représentants des représentés, notamment obliger un élu à rendre publique sa déclaration de patrimoine transmise à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique et supprimer la réserve parlementaire (enveloppe financière dépensée sans vote du Parlement, selon le bon vouloir de chaque parlementaire) · Mettre fin à l'usurpation par le Medef de la parole des chefs d'entreprise : fonder la représentativité des organisations patronales sur la base d'élections, comme c'est déjà le cas pour les syndicats de salariés. 	Oui